

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 12/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DBP**

3 RUE DU MACONNAIS  
CS 50116  
69800 Saint-Priest

Références : UDR-TESSP\_25-353-RP  
Code AIOT : 0006110141

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement DBP implanté 28 rue du Mâconnais BP 208 69800 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DBP
- 28 rue du Mâconnais BP 208 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0006110141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société DBP réalise une activité de négoce, stockage, reconditionnement et préparation de produits chimiques destinés à la préparation des bains utilisés dans des installations de traitement de surface de pièces en inox. DBP réalise également des chantiers de traitement de surface sur d'autres sites (activité non classée) et effectue la collecte de produits de traitement de surface usagés (déchets) auprès de ses clients. Les déchets collectés sont regroupés temporairement sur le site de Saint-Priest avant d'être évacués par des entreprises spécialisées.

L'établissement exploité par la société DBP, 28 rue du Mâconnais, est autorisé par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017, pour les rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE :

- 2718 : transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (30 t) → Autorisation ;
- 4110-2-a : liquides de toxicité aiguë de catégorie 1 (2 500 kg) → Autorisation ;
- 4120-2-a : liquides de toxicité aiguë de catégorie 2 (80 t) → Autorisation.

Le site est classé SEVESO Seuil Bas par dépassement direct du seuil mentionné à la rubrique 4120.

Le site relève également du régime de la déclaration pour la rubrique 4120-1-b (10 t).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                                   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | POI - Données et informations       | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V        | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 2  | POI - Prélèvements environnementaux | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Consignes d'exploitation            | Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article article 8.5.4   | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Vérification détection incendie     | AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1.1          | Avec suites, Astreinte                                                                                     | Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure                                                           | 3 mois                |
| 5  | Stockages produits chimiques (PAC)  | AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1.2          | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | Mesures d'urgences                     | AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 2              | Avec suites, Demande d'action corrective                                                            | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                 | 1 mois                |
| 7  | Etat des matières stockées             | AP de Mise en Demeure du 05/03/2025, article 1              | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription                                               | Amende, Demande d'action corrective                                                                                 | 2 mois                |
| 8  | Vanne de confinement des eaux incendie | Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.3.4.2 & 8.4.1-V | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                         | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le constat de l'absence de mise en conformité au regard de l'arrêté de mise en demeure du 05/03/2025 relatif à l'état des stocks, l'Inspection propose à Madame la préfète de sanctionner l'exploitant d'une amende de 3 000 euros, en vertu des dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

De plus, l'inspection propose à Madame la préfète de :

- lever la mise en demeure du 01/06/2022 (art 1.1) relative à la vérification de l'installation de détection incendie et d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte du 05/03/2025 puisque que la vérification a été établie le 21/02/2025
- maintenir la mise en demeure du 01/06/2022 (art 1.2) relative au porter à connaissance des modifications

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant :

- de compléter son POI ;
- d'établir et afficher dans toutes les parties des installations les consignes de sécurité ;

- de lui transmettre un plan du site avec l'implantation des détecteurs incendie en justifiant le dimensionnement du réseau de détecteurs par rapport aux risques du site
- de compléter son dossier de porter à connaissance de mars 2023 avec tous les éléments d'appréciation utiles notamment l'évolution des risques induit par les modifications et leur l'acceptabilité, le cas échéant
- de renforcer les moyens internes de lutte contre l'incendie et de justifier le dimensionnement de ces moyens et de rédiger une procédure qui mentionne les dispositions de surveillance renforcées de l'établissement, y compris en dehors des horaires de fonctionnement, permettant d'améliorer la gestion du risque incendie
- d'établir un état des stocks
- de disposer d'un système opérationnel permettant d'isoler les réseaux d'assainissement d'eau pluviale de l'établissement par rapport à l'extérieur et de disposer d'une capacité de confinement des eaux d'extinction incendie opérationnelle pour le volume réglementaire imposé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : POI - Données et informations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordinatio ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de compléter son POI afin qu'il contienne toutes les données listées à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'exploitant a complété son POI (daté du 06/10/2025), mais qu'il demeure encore incomplet ou imprécis sur plusieurs points, dont (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le schéma d'alerte est lacunaire puisqu'il n'est pas mentionné l'action de combattre l'incendie alors qu'elle est mentionnée dans les actions à réaliser dans le POI.</li> <li>- la localisation des dangers du site n'est pas représentée sur un plan</li> <li>- les caractéristiques de résistance au feu des murs n'est pas mentionné</li> <li>- la localisation des prises d'eau pompier et les aires de stationnement des engins pompiers ne sont pas mentionnées</li> <li>- absence de procédure pour la fermeture des vannes permettant de réaliser le confinement des eaux d'extinction incendie</li> <li>- absence des produits de décomposition en cas d'incendie</li> </ul> <p>Par ailleurs, le POI doit prévoir les situations en heures ouvrées et hors heures ouvrées si cela est pertinent.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter sous 3 mois son POI pour répondre à la prescription visée et de le tenir à disposition de l'inspection.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

## N° 2 : POI - Prélèvements environnementaux

|                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea</p>                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI</p>                                                                                     |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/09/2024</li> </ul> |

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

#### **Constats :**

Lors de la présente visite, l'exploitant présente :

- le rapport méthodologique sur le protocole d'astreinte « post Lubrizol » et ses annexes produits par GINGER BURGEAP le 07/01/2025 ;

- le matériel permettant de réaliser des prélèvements environnementaux

L'inspection constate que le rapport de GINGER BURGEAP a pris en compte l'étude de danger du 21/11/2016 soit l'ancienne configuration du site avant la création d'une ouverture dans le mur coupe feu 2 heures. Les hypothèses retenues par GINGER BURGEAP ne sont donc pas conformes à la situation actuelle du site.

L'exploitant a justifié que 5 personnes du site et du site voisin (appartenant au même groupe) ont reçu une formation assurée par GINGER BURGEAP sur la manière de réaliser les prélèvements environnementaux en cas d'accident majeur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser la partie de son POI relative aux prélèvements environnementaux en prenant en compte la configuration actuelle de son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Consignes d'exploitation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article article 8.5.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/04/2025</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- (...)</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>- (...)</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4 ;</li><li>- les moyens &amp; extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que les consignes ne sont pas affichés dans toutes les parties de l'installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant établit et affiche dans toutes les parties des installations les consignes prévues à l'article 8.5.4 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2017.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 4 : Vérification détection incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DBP, implanté au 28, rue du Mâconnais à Saint-Priest, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017, en faisant procéder aux vérifications semestrielles de l'installation de détection incendie, et en transmettant un compte-rendu de vérification dans un délai de 1 mois.</p> <p>Article 55 de l'arrêté du 04/10/2010 :<br/>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité (...)</p>                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le procès verbal (PV) d'intervention sur le parc de détection incendie - AT4 produit par la société Eurofeu Services le 21/02/2025. L'exploitant indique ne pas avoir respecté la fréquence semestrielle de vérification de son système de détection incendie.</p> <p>Il n'est pas mentionné dans ce PV d'anomalie ou des travaux à réaliser.</p> <p>Après la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir un plan du site avec l'implantation des détecteurs incendie, ce que l'exploitant n'a pas pu fournir.</p> <p><b>L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure sur ce point et d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de lui transmettre un plan du site avec l'implantation des détecteurs incendie en justifiant le dimensionnement du réseau de détecteurs aux risques du site.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Stockages produits chimiques (PAC)**

|                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 1.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages de produits chimiques            |

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

La société DBP, implanté au 28, rue du Mâconnais à Saint-Priest, est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois :

- les dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement : en portant à la connaissance du préfet du Rhône les modifications notables mises en œuvre, avec tous les éléments d'appréciation utiles et notamment ceux permettant de justifier le caractère non substantiel et l'acceptabilité des modifications ;

ou

- les dispositions du paragraphe 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 :
  - en stockant l'ensemble des produits chimiques dans le local de 373 m<sup>2</sup> identifié sur le plan figurant au dossier, structurellement indépendant de l'autre partie du bâtiment et séparé par un mur coupe-feu 2 heures ;
  - en cessant d'entreposer des matières combustibles (hors contenants en plastique) dans le même local que celui où sont stockés les produits chimiques.

**Constats :**

La société DPB Mayet a transmis un porter à connaissance en mars 2023 qui mentionne notamment :

- la création d'une ouverture dans un mur initialement REI120
- l'extension de la zone de stockage des produits chimiques
- le stockage de liquides inflammables

Ces modifications vont à l'encontre des mesures mentionnées dans l'étude de danger (21/11/2016 p.10) pour diminuer le risque incendie, à savoir l'absence de stockage de liquides inflammables ; la séparation de la zone de stockage et de la zone de fabrication ; un stockage des produits chimiques dans un local avec des murs coupe feu 2 heures totalement indépendants de la structure du local chantier voisin.

Par courrier du 06/12/2024, l'inspection a fait une demande de complément sur ce porter à connaissance, mais l'exploitant n'a pas apporté de réponse satisfaisante.

Lors de la présence visite, l'inspection constate que l'exploitant a maintenu les trois modifications évoquées dans son porter à connaissance de mars 2023.

L'arrêté de mise en demeure du 01 juin 2022 ne peut donc pas être considéré comme respecté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande a l'exploitant, sous 3 mois, de compléter son dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation utiles notamment l'évolution des risques induite par les modifications et leur l'acceptabilité, le cas échéant.

En l'absence de transmission de ces éléments, l'exploitant devra respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation, c'est-à-dire remettre le site dans l'état qu'il était avant la réalisation des modifications mentionnées dans ce constat.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Mesures d'urgences

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 01/06/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures d'urgence

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025

**Prescription contrôlée :**

Dans l'attente du respect des dispositions des articles 1.2.4 et 8.3.4 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 et des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement faisant l'objet de la mise en demeure précisée à l'article 1 du présent arrêté, la société DBP est tenue de mettre en œuvre les mesures compensatoires minimales listées au présent article.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre une surveillance renforcée de l'établissement, y compris en dehors des horaires de fonctionnement, permettant d'améliorer la gestion du risque incendie et notamment concernant :

- la détection d'un départ de feu et l'alerte des services d'incendie et de secours en cas d'incendie ;
- la mise en œuvre des moyens internes de lutte contre l'incendie, pour éviter ou limiter sa propagation ;
- la mise en œuvre des dispositifs d'obturation des réseaux de collecte en cas d'incendie.

Les dispositions de surveillance renforcée mises en œuvre pour répondre à ces objectifs sont formalisées par l'exploitant dans une procédure.

En dehors des horaires de fonctionnement (y compris samedi, dimanche et jours fériés), cette surveillance comporte a minima des rondes effectuées par une personne pouvant donner l'alerte et prendre les mesures immédiates requises.

#### **Constats :**

Lors de la présente visite, l'exploitant indique :

- que plusieurs personnes du site reçoivent à tout moment sur leur smartphone les reports d'alarme et qu'elles peuvent consulter sur leur smartphone le réseau de caméras du site pour identifier une situation nécessitant une intervention, notamment un départ d'incendie ;
- ne pas avoir renforcé les moyens internes de lutte contre l'incendie pour éviter ou limiter la propagation d'un incendie ;
- ne pas avoir mis en place de ronde en vue de détecter un incendie car d'après lui cette mesure n'est pas efficace
- ne pas avoir rédigé de procédure pour formaliser la surveillance renforcée de l'établissement.

Dans le local où l'exploitant a créé une ouverture dans le mur REI 120, l'inspection constate la présence de quelques extincteurs, mais leur nombre semble limité pour combattre le départ d'un incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois :

- de renforcer les moyens internes de lutte contre l'incendie et de justifier le dimensionnement de ces moyens ;
- de rédiger une procédure qui mentionne les dispositions de surveillance renforcées de l'établissement, y compris en dehors des horaires de fonctionnement, permettant d'améliorer la gestion du risque incendie

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Etat des matières stockées**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/03/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/02/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DBP, implantée au 28, rue du Mâconnais à Saint-Priest, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6.1.1 et 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 et des articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, en réalisant, dans un délai de 1 mois, un état des matières stockées susceptibles d'être présente dans l'établissement répondant aux exigences de ces articles susvisés et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente un inventaire des produits dangereux présents sur site.<br/>Ce type de document avait déjà été fourni à l'inspection lors de la précédente visite.<br/>L'inspection indique de nouveau à l'exploitant que le document présenté ne peut pas être utilisé par les pompiers du fait notamment de l'absence de données agrégées.<br/>L'Inspection rappelle qu'un état des stocks est demandé à l'exploitant depuis 2022.</p> <p>Concernant le constat de l'absence de mise en conformité au regard de l'arrêté de mise en demeure du 05/03/2025 relatif à l'état des stocks, l'Inspection propose à Madame la préfète de sanctionner l'exploitant d'une amende de 3 000 euros, en vertu des dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit respecter la mise en demeure du 05/03/2025.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Amende, Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 8 : Vanne de confinement des eaux incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 4.3.4.2 &amp; 8.4.1-V</p>                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.3.4.2 - Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement d'eau pluviale de l'établissement par rapport à l'extérieur.<br/>8.4.1-V - Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En situation normale, une partie des eaux pluviales transite par un bassin étanche. En cas de nécessité, la fermeture d'une vanne en aval de ce bassin permet de créer une capacité de confinement notamment des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant tente de fermer la vanne aval du bassin étanche. Après plusieurs minutes de manipulation la vanne guillotine de type mural s'abaisse mais en laissant apparaître des espaces par lesquels des liquides pourraient s'écouler.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de disposer d'un système opérationnel permettant d'isoler les réseaux d'assainissement d'eau pluviale de l'établissement par rapport à l'extérieur et de disposer d'une capacité de confinement des eaux d'extinction incendie opérationnelle pour le volume réglementaire imposé.</p>                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |